

Quelle place pour l'industrie

Il faut bien le reconnaître : le sujet est passé à la trappe, balayé par la polémique sur la viande halal, les questionnements sur la stature présidentielle de François Hollande, sur la vague de rejet anti-sarkozyste et la nécessité d'aider Marine Le Pen à recueillir ses cinq cents signatures.

Peu avant Noël, ce fut un thème de campagne lancé par François Bayrou. Il fallait réindustrialiser le pays, sauver les usines, soutenir les ouvriers et même fabriquer en France. Ou acheter en France, c'était selon. Un sacré buzz alimenté par le centriste qui cherchait à se relancer dans cette campagne si peu dynamique.

Un concept repris alors à toutes les sauces par tous. L'installation d'une usine Renault à Tanger, inaugurée devant les caméras par le président Carlos Ghosn, a ravivé la polémique. Oui à une production française en France assurèrent en chœur élus, chefs d'entreprise et experts de tous bords. Oui à la défense du patrimoine industriel. Un point sur lequel se sont au moins retrouvés Christian Estrosi et Guillaume Bachelay, invités de notre débat organisé au siège de *Nice-Matin* à quelques jours du premier tour de la présidentielle.

Une rencontre pour évoquer l'avenir des PME, le pouvoir d'achat des Français et la nécessaire réindustrialisation du pays. Un sujet que les deux hommes connaissent bien : le premier a été ministre, le second est secrétaire national en charge du dossier au PS.

OLIVIER BISCAÏE
obiscaye@nicematin.fr



L'ancien ministre Christian Estrosi (UMP) face à Guillaume Bachelay, en charge de l'industrie au PS.

(Photos François Vignola)

Renault à Tanger : « Il faut des contreparties »

Les candidats à l'élection présidentielle défendent le « Fabriquer en France ». Mais en février dernier, Renault a inauguré une unité de production à Tanger. Quelles leçons en tirez-vous ?

Christian Estrosi : J'ai entendu un silence assourdissant de la part des socialistes sur ce sujet alors que je l'ai fortement dénoncé. Je ne regrette pas l'implantation d'une usine Renault à Tanger : c'est du développement. Ce qui me choque c'est que Carlos Ghosn a annoncé qu'une partie des voitures produites au Maroc sera vendue sur le marché français ! Tant qu'on implante des usines à l'étranger pour un marché local comme le fait PSA à Pékin ou à Shenzhen cela ne me dérange pas. Ce qui me dérange de la part de Renault, c'est que 20 % des véhicules seront sur le

marché français. **Guillaume Bachelay :** Je suis élu de Haute-Normandie où se trouve Renault-Sandouville. Cette usine subit la stratégie *low cost* du constructeur sur laquelle le gouvernement ferme les yeux. Tandis que les salariés voient partir la production du haut de gamme vers un autre site, sont débarqués, au port du Havre tout proche, des véhicules semblables fabriqués en Asie ! Avec Tanger où un ouvrier gagne 250 € par mois, le même dumping prévaudra. Je rappelle que l'Etat dispose de 15 % du capital et de représentants au conseil d'administration. Il aurait pu s'opposer à cette décision, fixer des conditions, exiger des garanties. Le président de la République, manifestement, y a renoncé.

Selon vous, quelles sont les mesures qu'il faut prendre ?
Ch. E. : J'ai participé à la convocation du président de Renault lorsqu'il voulait faire fabriquer la Clio 4 en Turquie. Et finalement, il a renoncé à son projet. Je reproche à Renault de ne réaliser que 25 % de sa production en France. Et sur cette part il n'y a que 35 % de composants français. En réalité, seulement 6 ou 7 % de la production de Renault est française ! Je demande à ce que le ministre de l'Industrie siège au conseil d'administration. De nombreuses décisions validées par des fonctionnaires de Bercy n'auraient pas pu se prendre si le ministre de l'Industrie avait siégé au conseil d'administration. Par ailleurs, je soutiens la stratégie de Peugeot qui

produit 60 % de ses véhicules en France et maintient la recherche et développement sur son site de Vélizy. Enfin, nous ne serions pas en train de parler de Renault ou de Peugeot si nous n'avions pas soutenu à hauteur de 6 milliards l'industrie française.
G. B. : Renault produisait 1,3 million de voitures en France en 2000. Aujourd'hui : 645 000. Quand vous avez prêté 3 milliards au constructeur, l'accord n'a pas été rendu public. Aucune contrepartie n'a été demandée pour maintenir des volumes d'activité aux équipementiers ou préserver les investissements en R&D. La question n'est pas de savoir si un ministre doit siéger au conseil d'administration, mais quelle feuille de route il y défend : volonté d'agir ou laisser faire.

« Produire français ou produire en France ? »

Que signifie pour vous « Produire français » ?
Ch. E. : Il y a cinq ans, j'ai créé le concept « *fabriquer en France* » parce qu'il fallait d'abord défendre l'industrie française à travers le fond stratégique d'investissement. Avec cet outil, nous sommes entrés dans le capital d'entreprises convoitées par les Chinois pour éviter qu'ils ne prennent les brevets. Heuliez : j'ai moi-même trouvé un industriel qui, grâce à notre aide, a pu reprendre l'activité. On est passé de 450 à 630 salariés. Je peux vous citer plusieurs exemples de relocalisations qui ont été rendues possibles grâce à notre action : Rossignol, le Coq sportif ou encore Geneviève Lethu
G. B. : Produire français, c'est développer la marque France. C'est ce que nous appelons la compétitivité-qualité ou compétitivité-innovation. Elle suppose de soutenir les filières stratégiques et d'avenir, d'encourager les PME et les entreprises de taille intermédiaire, innovantes et exportatrices. Pour y parvenir, nous faisons trois

propositions : une banque publique d'investissement agissant à travers des fonds régionaux, la réforme bancaire et la création d'un livret d'épargne industrie qui doublera le plafond de l'actuel livret développement durable, en le portant de 6 000 à 12 000 euros. On aura là un vrai Fonds souverain France.
Et « produire en France » ?
G.B. : C'est agir pour fixer l'activité sur notre territoire. Nous engagerons une stratégie offensive et défensive : contrats de relocalisation avec les grands groupes – pas de soutien de l'Etat sans contreparties pour l'emploi notamment – et loi obligeant un groupe qui fait des bénéfices et qui décide de fermer un site rentable à étudier les solutions de reprise et à le céder si une offre a été validée par le tribunal de commerce et approuvée par les instances du personnel. Même chose pour l'Europe : elle doit investir dans les projets d'avenir et faire respecter les normes sociales et environnementales dans le commerce mondial.



Demain, rendez-vous exceptionnel

Demain vendredi, le Groupe Nice-Matin donne la parole aux électeurs des Alpes-Maritimes, du Var et de la Corse. Qu'attendez-vous du prochain président de la République ? C'est la question posée à 100 électeurs de notre région. Parmi eux, de nombreux étudiants qui voteront pour la première fois le dimanche 22 avril.

en France demain ?

Les PME rassemblent, la compétitivité divise

François Hollande veut s'attirer les bonnes grâces des petits patrons. C'est nouveau...

Guillaume Bachelay : Il ne peut pas y avoir de redistribution sans production ni d'économie sans industrie. Le redressement productif est la priorité de François Hollande et il passe par le soutien aux PME. D'où l'engagement de moduler l'impôt sur les sociétés en fonction de la taille de l'entreprise, de son exposition à la concurrence internationale et du degré de réinvestissement de ses bénéfices : 35 % pour les grands groupes, 30 % pour les PME et 15 % pour les très petites entreprises. Il y aura un médiateur des marchés publics pour en faciliter l'accès aux PME. Le livret d'épargne industrie leur permettra de consolider leurs fonds propres. J'ajoute que dès cet été, nous mettrons en place la réforme bancaire pour séparer les activités utiles à l'économie réelle,

donc aux PME, et celles qui servent à la spéculation.

Sur les PME, le PS vous a coupé l'herbe sous le pied ?

Christian Estrosi : Les socialistes n'ont cessé pendant cinq ans de combattre cette politique-là ! Dans le programme de François Hollande, il n'y a que trois propositions sur l'industrie dont deux qui sont déjà mises en œuvre par Nicolas Sarkozy : la législation prévoit 15 % d'impôts pour les premiers 38 120 € de bénéfices ; 33 % au-dessus de 38 120 € et pour les grands groupes 38 %.

Quelles sont vos propositions ?

Christian Estrosi : Un taux minimum d'imposition de 20 % pour les grandes entreprises qui, aujourd'hui, déclarent la plupart de leurs bénéfices à l'étranger. Aujourd'hui, l'Etat n'encaisse que 8 % alors que le taux est de 38 %. Nous souhaitons aussi ramener le taux pour les PME à 22/23 %

Guillaume Bachelay : Vous

êtes au pouvoir depuis dix ans et la réalité fiscale est celle-ci : le taux d'imposition d'une PME est de 30 % contre 8 % pour les multinationales du CAC40, qui dégagent des milliards d'euros de bénéfices. L'UMP a choisi son camp : les grands groupes. Aujourd'hui, le parti des PME c'est la gauche !

N'y a-t-il pas un problème de compétitivité ?

Guillaume Bachelay : Pour M. Sarkozy, c'est la faute aux autres. La faute aux 35 heures alors que la durée hebdomadaire moyenne du travail est plus élevée en France qu'en Allemagne : 38 h contre 35,7 h. Et la faute au coût du travail alors que dans l'industrie manufacturière, le coût horaire du travail est le même des deux côtés du Rhin. Le baisser d'un ou deux points ne rendra pas nos entreprises plus performantes face à la Chine ni même à nos voisins. C'est pourtant ce que veut faire la droite en augmentant la TVA : au

final, cela appauvrira les ménages et le carnet de commandes des entreprises. Le déficit de compétitivité de la France vient d'un manque d'effort de recherche et d'innovation, de financements pour les fonds propres des entreprises ou leur transmission, d'investissement dans la formation des salariés. C'est à ces enjeux que nous, nous répondons. L'important c'est la montée en gamme, pas la course au moins-disant.

Christian Estrosi : En augmentant d'1,6 point la TVA antidélocalisation et en même temps en diminuant les charges patronales et salariales, nous baissons le coût de production. L'entreprise revendra à un prix plus faible donc plus compétitif par rapport aux importations. Pour la première fois de notre histoire, Chinois et Coréens vont payer une part de protection sociale des Français ! En baissant les charges sur les salariés, nous redonnons du pouvoir d'achat aux salariés. Ce sera bon pour la consommation.



Qui sont-ils

Député-maire de Nice UMP, **Christian Estrosi** a été ministre de l'Industrie de juin 2009 à novembre 2010. Ces derniers mois, il a fait la promotion du *Fabriqué en France*. Un concept décrit dans son livre *Le battement d'ailes du papillon*, publié l'année dernière. Estrosi y prône l'*«audace»* capable selon lui de *«redonner à la France une ambition industrielle nationale, en promouvant notre savoir-faire»*. Secrétaire national du Parti socialiste en charge de l'Industrie, aux entreprises et aux nouvelles technologies, **Guillaume Bachelay** a co-rédigé le programme économique du candidat François Hollande. Conseiller régional de Haute-Normandie, Bachelay est aussi adjoint au maire de Cléon en Seine-Maritime, où est installée une importante usine Renault.

Pouvoir d'achat : des propositions concrètes dans les deux camps

Avez-vous prévu d'augmenter le SMIC ?

Que prévoyez-vous pour le pouvoir d'achat ?
Guillaume Bachelay : Nous sortons d'un quinquennat qui devait être celui du pouvoir d'achat. Vous vous souvenez : « travailler plus pour gagner plus ». C'est devenu « chômeur plus pour toucher moins ». Tout augmente, sauf les salaires et les pensions. Nous annulerons la hausse de TVA à 21,2 % prévue à l'automne. Nous revaloriserons l'allocation de rentrée scolaire de 25 % et soutiendrons le Livret A avec une rémunération au-dessus de l'inflation pour protéger l'épargne populaire. Des tarifs progressifs seront mis en place pour l'eau, le gaz et l'électricité. Les

loyers seront encadrés dans les zones de spéculation et un plan de rénovation thermique sera lancé dans un million de logements pour réduire la facture chauffage. Quant au SMIC, sa revalorisation et son mode de calcul seront à l'ordre du jour de la conférence pour la croissance et l'emploi qui se tiendra à l'été 2012 avec les partenaires sociaux.

Christian Estrosi : La hausse de la TVA [sur les produits importés, NDLR] va renforcer le pouvoir d'achat des Français car cette mesure va s'accompagner dans le même temps de la baisse des prix des produits fabriqués en France. Les employés bénéficieront des exonérations de charges salariales.

Sur ma proposition, nous imposons de nouvelles règles à la grande distribution pour limiter ses marges sur les produits de première nécessité : à partir du second semestre, elles devront afficher leurs marges dans les rayons, ce qui va produire un effet de baisse des prix et donc redonner du pouvoir d'achat.

Pour le SMIC ? Et pour l'allocation de rentrée scolaire ?

Christian Estrosi : Je rappelle qu'on l'a déjà augmentée à la dernière rentrée, ce que nous faisons chaque année systématiquement. Quant au SMIC, nous nous adapterons à la situation, par rapport à l'inflation, pour veiller au maintien du pouvoir d'achat.

Le choc des mots

Comment jugez-vous la campagne de Nicolas Sarkozy ?

Guillaume Bachelay : La campagne du candidat sortant est un enfumage. Il n'assume pas son bilan et il dissimule son projet. Chaque jour, il invente une annonce qui fait oublier celle de la veille et qui sera effacée par la promesse du lendemain.

Trois bonnes raisons de voter pour François Hollande ?

Le redressement, car durant le quinquennat qui se termine, notre pays a été dégradé par un record de dette, de déficits, de chômage et de désindustrialisation. La justice, car depuis dix ans quelques-uns touchent des bénéfices quand tous les autres supportent les sacrifices. Enfin le rassemblement, car M. Sarkozy a beaucoup opposé et divisé.

Comment jugez-vous la campagne de François Hollande ?

Christian Estrosi : D'abord, François Hollande, c'est la politique de la fuite et de l'esquive. Un jour, on dit qu'on va créer un impôt de 75 % sur les revenus de plus d'un million d'euros. Le lendemain, quand on voit les réactions, on dit ce ne sera qu'une « mesure symbolique », le 3^e jour on affirme qu'il y aura « des exceptions », le 4^e jour monsieur Fabius clôt le débat en disant ce ne sera « que transitoire ».

Trois bonnes raisons de voter pour Nicolas Sarkozy ?

C'est le leader international incontesté qui a permis de faire face aux crises économiques, financières, des matières premières et de l'euro. Il a sauvé des situations impossibles en permettant à notre pays de rester la cinquième puissance mondiale et, pour chaque Français, de garder sa protection sociale.



Ils ont répondu à leurs questions

L'entretien a été réalisé, de gauche à droite par : Olivier Biscaye, directeur des rédactions ; Philippe Courtois, directeur du développement éditorial ; Eric Neri, adjoint au directeur départemental.

